

Marc H. LERNER, *A Laboratory of Liberty. The
Transformation of Political Culture in Republican
Switzerland, 1750-1848*

Brill, Leiden & Boston, 2012, 371 p.

Annie Jourdan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12649>
DOI : 10.4000/ahrf.12649
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012
Pagination : 169-172
ISBN : 978-2-200-92761-5
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Jourdan, « Marc H. LERNER, *A Laboratory of Liberty. The Transformation of Political Culture in Republican Switzerland, 1750-1848* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 369 | juillet-septembre 2012, mis en ligne le 24 avril 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12649>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

Marc H. LERNER, *A Laboratory of Liberty. The Transformation of Political Culture in Republican Switzerland, 1750-1848*

Brill, Leiden & Boston, 2012, 371 p.

Annie Jourdan

RÉFÉRENCE

Marc H. LERNER, *A Laboratory of Liberty. The Transformation of Political Culture in Republican Switzerland, 1750-1848*, Brill, Leiden & Boston, 2012, 371 p., ISBN 978-9004205154, 94,04 €.

- 1 Le livre de Marc Lerner remplit un vide évident pour quiconque s'intéresse à l'ère des révolutions. La Suisse en effet a longtemps été le parent pauvre de cette historiographie. La même chose vaut en somme pour la Belgique et la Hollande. Jusqu'à récemment, les historiens des révolutions se passionnaient fort modérément pour ces petits pays qui apparaissaient peu importants en regard de la grande Révolution française, tandis que les historiens nationaux jugeaient les événements révolutionnaires de leur propre pays justement trop peu « nationaux » et les imputaient tout simplement à l'influence française – alors que souvent, ils précédaient la Révolution française. Il y a bien sûr eu des exceptions : Éric Golay (*Quand le Peuple devint roi. Mouvement populaire, politique et révolution à Genève de 1789-1794*, Genève, 2001) ou Simon Schama (*Patriots and Liberators*, New York, 1979), tandis que Robert Palmer et Jacques Godechot incluait toutes les nations européennes en révolution dans leur approche atlantique, mais ces quelques auteurs n'ont pas contribué à modifier du tout au tout le point de vue traditionnel. Progressivement, un changement s'opère qui intègre également les révolutions haïtiennes et sud-américaines, tandis qu'il n'est plus interdit de rechercher les influences des « petits » sur les « grands ». Changement qu'a

bien perçu Pierre Serna, quand il pousse la logique à son acmé en inversant carrément la perspective (*Pour quoi faire la Révolution ?*, Agone, 2012, chapitre I) : ce serait des périphéries que proviendraient les défis au *statu quo*, et non du centre. Sans doute est-ce plus complexe, et, mieux vaudrait parler d'interactions intenses entre périphéries et centres, sans oublier de mettre en valeur l'inventivité (indéniable, mais méconnue) des périphéries. Jacques-Pierre Brissot lui-même y était sensible et avait été impressionné par ce qu'il avait vécu dans les cercles politiques de Genève où citoyens et citoyennes discutaient à loisir, avant d'être muselés par la réaction de 1782. Il le sera plus encore après son voyage d'Amérique, dont il reviendra avec des idées précises sur ce que doit être un bon gouvernement. En travaillant sur une des premières républiques modernes telle que la Suisse, Marc Lerner nous entraîne donc dans une de ces périphéries. Ses recherches témoignent tout d'abord de la richesse de l'héritage républicain suisse et de la diversité des situations dans un pays qui connaît trois sortes de gouvernement : patricien et aristocratique dans les cantons comme Berne ; républicain et corporatif à Zürich et à Bâle ; et démocratique dans les cantons intérieurs et ruraux. Y sont également décrites les avancées propres aux Lumières helvétiques et l'intense sociabilité qui les caractérise. On y retrouve dès les années 1760 les sociétés philanthropiques que l'on retrouve en Hollande, mais une vingtaine d'années plus tard seulement : Société économique ou Société pour le bien et l'utilité publique. De même y sont légion les discussions et querelles sur la vertu civique et le commerce qui serait source de corruption – ou de prospérité à condition d'être moral. En bref, les Lumières helvétiques diffèrent peu de celles du reste de l'Europe, et, surtout, ne sont pas en retard sur ces dernières. Ce premier chapitre sur les origines idéologiques de la révolution suisse est particulièrement bien informé, comme l'est du reste l'ensemble de l'ouvrage. L'auteur y rend accessibles une multitude de sources en allemand et des ouvrages importants publiés en allemand, en français et en anglais. Le second chapitre traite plus particulièrement de la révolution helvétique, de ses préparatifs notamment par l'infatigable Frédéric-César La Harpe, réfugié à Paris durant ces années. Dans ce chapitre, Marc Lerner n'accorde curieusement aucune attention aux troubles pré-révolutionnaires de 1781-1782. Plusieurs affaires pourtant avaient secoué Fribourg et assez effrayé le canton pour qu'il fasse appel aux troupes de Berne. Des paysans, et plus tard la bourgeoisie, avaient dès lors protesté contre les inégalités flagrantes qu'ils découvraient dans leur gouvernement. Comme en Hollande ici aussi, les revendications se faisaient en des termes traditionnels : elles réclamaient les privilèges et libertés de leur ancienne constitution que tentait de leur subtiliser leur gouvernement, et n'introduisaient que rarement des concepts nouveaux. Or, Marc Lerner est très sensible à la continuité dans la discontinuité et au caractère non linéaire de l'histoire, et il note dans son premier chapitre combien au cours du premier XVIII^e siècle, on est encore loin de l'universalité des droits de l'homme et de l'idée que tous les individus sont dotés de tels droits. Ce silence fait sur des troubles qu'on pourrait qualifier de révolutionnaires, surtout si l'on tient compte de ce qui se passe à la même date à Genève, est donc singulier. Peut-être ces événements auraient-ils plus encore renforcé l'argument principal de l'auteur sur la difficile et inconstante avancée vers le républicanisme moderne du seul pays d'Europe qui ait conservé cette forme de gouvernement sous l'Empire et sous la Restauration (l'auteur me signale une coquille en page 12, où il faut lire : « Unlike the examples of France, the German states, or Venice and the Netherlands, the Swiss cantons were distinct in that they began **and ended** the revolutionary period as republican states and maintained that status throughout the

entire period... »). Il est vrai que l'ouvrage recouvre quasiment un siècle et qu'il était nécessaire de sélectionner les événements à étudier. L'étude de la révolution helvétique démontre en tout cas quels en étaient les véritables protagonistes : le Zurichois Pieter Ochs, et surtout le Vaudois La Harpe qui n'avait de cesse d'appeler le gouvernement français à envahir la Suisse et à aider les patriotes à la transformer en une république une et indivisible, dotée de la constitution élaborée par Ochs et corrigée par Merlin de Douai – dont La Harpe était un correspondant régulier. Merlin, du reste, n'était pas un partisan inconditionnel d'une Suisse indivisible et avait suggéré la création de trois républiques – ainsi que Brune le suggérera plus tard, mais en vain. C'est La Harpe qui tenait à l'unité, et c'est lui également qui tente de convaincre la France de l'inimitié de Berne et de la nécessité d'en renverser l'oligarchie. À ces fins, il en vient à accepter une invasion française tout en prônant une indépendance absolue. Fin 1797, le Directoire n'était pourtant pas décidé à intervenir directement en Helvétie. Et c'est le pays de Vaud qui lança l'initiative, tandis que Bâle acceptait de se « révolutionner ». La constitution d'Ochs y fut portée au suffrage des citoyens. Elle eut peu de succès, on le sait, surtout dans les cantons ruraux de l'arrière-pays. Eux, comme d'autres patriotes des pays voisins, considéraient que leur ancienne constitution contenait déjà les principes exportés de France. Ainsi les habitants d'Appenzell se flattaient-ils de jouir des droits de l'homme depuis pas moins de 350 ans (p. 120). Ce chapitre montre ainsi les dissensions intérieures entre Suisses, lesquels ne partageaient pas les mêmes idées de liberté et d'égalité, ou même, et c'était plus grave encore, de religion. Marc Lerner démontre ainsi que chaque canton ou presque cultivait ses idées à ce sujet. Principes qui n'étaient pas forcément modernes au sens actuel du terme. Et cette liberté doublée de démocratie, aucun n'était prêt à s'en séparer pour adopter ce qui était vu comme une constitution française – laquelle pouvait pourtant être corrigée dans les cinq ans à venir. Ces malentendus durables sont une des sources de l'échec de l'Helvétique. Les autres étant évidemment les mécontentements provoqués par les dilapidations et les contributions forcées, imposées par des agents pas toujours honnêtes et par l'occupation des troupes françaises. La thèse de Marc Lerner est donc que cohabitaient en Suisse les idées encore traditionnelles sur ce que doit être un bon gouvernement républicain, et les nouveautés initiées par les Lumières et les Révolutions américaine et française. Mais ce qu'il dévoile également, c'est combien les spécificités suisses continuèrent de jouer un rôle tout au long de la période étudiée. Même en 1848, quand fut introduit un gouvernement moderne fondé sur les droits de l'homme, ou du moins sur l'égalité en droit de tous les citoyens mâles et sur la liberté politique, l'autonomie locale et l'autogouvernement continuèrent à être invoqués. En Suisse, donc, la république une et indivisible n'a jamais pu l'emporter. De là à nier un quelconque apport de la révolution helvétique dans l'histoire de la Suisse moderne, il y a un pas que ne saurait franchir l'historien – mais que franchissent allègrement les gouvernants successifs du pays, et ce même en 1998 (p. 321 et p. 324-325). Marc Lerner apporte ici un travail passionnant sur les continuités et discontinuités dans l'histoire de la Suisse, qui permet de mieux comprendre sa configuration actuelle. Il encourage dans le même temps à poursuivre l'enquête – et éventuellement à la compléter en appliquant l'approche à une autre étude de cas.

- 2 De plus en plus de jeunes historiens consacrent ainsi leur thèse à des aspects sous-estimés de ces pays miniatures ou nations en devenir. En particulier à leur culture politique révolutionnaire. C'est ainsi que Silvia Arlettaz a publié d'intéressantes recherches dans *Citoyens et étrangers sous la République helvétique* (Genève, 2005), où elle

notait les tensions entre l'universalisme révolutionnaire et le « nationalisme » républicain. Récemment, Brecht Deseure a soutenu une thèse sur la politique et la culture historique en Belgique durant la période française (*Een bruikbaar verleden*, Université d'Anvers, 2011), où il démontre de façon convaincante que l'histoire a été un enjeu de taille dans la réunion de la Belgique à la France – et non seulement l'invocation des principes universels et abstraits. Les administrateurs et commissaires se faisaient un malin plaisir de convoquer les annales du peuple belge pour motiver leur politique et apprivoiser les nouveaux Français. Et ils ne craignaient pas d'en ressortir du grenier les accessoires. L'occupation ainsi décrite s'est opérée avec plus de « douceur » et de respect pour les Belges qu'on ne le disait jusqu'ici. Les travaux d'Antoine Renglet dans un mémoire de maîtrise publié par les Archives du Royaume (*Une police d'occupation ? Les comités de surveillance du Brabant sous la seconde occupation française*, Bruxelles, 2011) vont dans le même sens, quand il conclut que ces comités ont su admirablement bien s'adapter aux circonstances locales. Tous ces travaux nuancent à merveille l'histoire des révolutions européennes et de la Révolution française.